

**DIRECTION VOIRIES RESEAUX  
ET DOMAINE PUBLIC**  
Service Circulation Stationnement  
JV/MF/CD/CB/CR

**N° 05 P / 2024**

**STATIONNEMENT A DUREE LIMITEE**  
**7, AVENUE THIERS**  
**DEVANT L'IMMEUBLE NAPOLEON**  
**CREATION DE 2 ARRETS MINUTE**  
**DUREE : 30 MINUTES**  
**DU LUNDI AU SAMEDI**  
**DE 6H00 A 20H00**

**Nous, Maire de la Ville de Grasse,**

**VU** la loi du 05 avril 1884,

**VU** la loi n° 96-142 du 21 février 1996,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales définissant les Pouvoirs de Police du Maire, en matière de circulation et de stationnement dans les articles L2211-1, L-2211-2, les articles L-2213-1 à L-2213-3, L-2212-2 et L 2212-5,

**VU** le décret 2007-1503 du 19 octobre 2007, relatif au dispositif de contrôle de la durée de stationnement urbain et modifiant le Code de la Route, et plus particulièrement l'Article R 417-3,

**VU** l'arrêté du 06 décembre 2007, portant conformité du dispositif de contrôle de la durée de stationnement urbain (disque européen),

**VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière partie 5 - signalisation d'indication et des services, Article 70,

**VU** le Code de la route et notamment les articles L.325-1 à L.325-2, R417-3, R417-6 à R417-8,

**VU** le Code Pénal et notamment l'article 610-5,

**VU** l'arrêté municipal n°26P/2017 instituant une zone de stationnement à durée limitée à 30 min sur les 2 places située devant l'immeuble Napoléon, au droit du n°7, avenue Thiers,

**VU** l'arrêté municipal n°24P /2020 fixant les règles applicables au droit des arrêts minutes,

**VU** l'avis favorable de Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Grasse.

### **CONSIDERANT**

Qu'il y a lieu de faire évoluer la politique de stationnement de la Commune de Grasse pour s'adapter au mieux aux besoins des usagers,

Que le mode de contrôle des deux arrêts minute doit évoluer et s'adapter aux besoins des commerçants,

Il y a lieu de prendre un arrêté dans le cadre des pouvoirs de police du Maire en matière de stationnement.

## ARRETONS

Accusé de réception en préfecture  
006-210600698-20240110-3-2024-AR  
Date de télétransmission : 15/01/2024  
Date de réception préfecture : 15/01/2024

### ARTICLE PREMIER :

Les dispositions prises dans l'arrêté n° 26P2017, instituant deux places de stationnement à durée limitée à 30 min sur les places sises avenue Mathias Duval et le boulevard Maréchal Leclerc restent inchangées. (article II)  
La réglementation applicable aux 2 places situées devant le l'immeuble le Napoléon, sis au n°7, avenue Thiers est amendée.

### ARTICLE II : PERIMETRE

Il est institué une nouvelle zone de type « arrêt minute » d'une durée limitée à 30 minutes au droit des lieux suivants

- devant l'immeuble le Napoléon, 7 avenue Thiers 2 cases

### ARTICLE III : REGLEMENTATION DE STATIONNEMENT

7, avenue Thiers, devant l'immeuble le Napoléon

Les 2 places de stationnement seront réglementées sous contrôle et gestion par disque bleu européen :

- **du lundi au samedi, de 6h00 à 20h00**

Durée autorisée en zone d'arrêt minute à compter de l'heure d'arrivée fixée sur le disque : 30 minutes

Il est strictement interdit de laisser stationner un véhicule pendant une durée supérieure à la durée réglementaire fixée.

### ARTICLE IV : CONTROLE DU STATIONNEMENT – DISPOSITIF AGREE

Dans la zone « arrêt minute » définie dans l'article premier du présent arrêté, tout conducteur qui laisse un véhicule en stationnement est tenu d'utiliser le disque de la durée du stationnement conforme au modèle type fixé par arrêté.

Ce disque doit être apposé en évidence sur le pare-brise à l'avant du véhicule en stationnement et doit faire apparaître clairement l'heure d'arrivée de manière à pouvoir être facilement consulté par les autorités compétentes en la matière.

### ARTICLE V : DEFAT DE DISQUE

Sont assimilés à un défaut d'apposition du disque le fait :

- de porter sur celui-ci des indications d'horaires inexactes,
- de modifier ces indications alors que le véhicule n'a pas été remis en circulation,
- d'apposer l'ancien disque de stationnement obsolète depuis le 31 décembre 2011.

### ARTICLE VI : CARACTERISTIQUES DU DISQUE

Selon l'arrêté du 06 décembre 2007.

Il comporte une seule fenêtre indiquant uniquement l'heure d'arrivée.

Il autorise la modulation de la durée de stationnement grâce à une graduation en heures, demi-heures, tranches horaires de 10 minutes.

Le temps maximum autorisé n'est plus standard mais laissé à la libre appréciation de l'autorité municipale, dans ce cas de figure, le **temps maximum autorisé est de 30 minutes pour la zone d'arrêt minute.**

La partie supérieure comporte la reproduction de panneau de signalisation routière C 1a (P).

**ARTICLE VII : LES INFRACTIONS**

Tout stationnement contraire aux dispositions du présent arrêté est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la deuxième classe. (article R417-3 du Code de la Route)

**ARTICLE VIII APPLICATION**

Les mesures édictées dans le présent arrêté entrent en vigueur dès la mise en place de la signalisation et du marquage au sol réglementaire, par les services municipaux.

**ARTICLE IX : LEGALITE ET RECOURS**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la commune et sera porté à la connaissance des usagers par les moyens habituels de publicité des actes administratifs.

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent ou sur internet, à l'adresse [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication. Conformément aux dispositions de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de demande de limitation de traitement des données qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.

**ARTICLE X :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Grasse,  
Monsieur le Commissaire de Grasse ou son collaborateur,  
Monsieur le Chef de la Police Municipale,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Grasse le,

10 JAN 2024

Le Maire,



**Jérôme VIAUD**

Vice-président du Conseil départemental  
des Alpes-Maritimes  
Président de la Communauté d'Agglomération  
du Pays de Grasse